



FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration - Soixante-dixième session

Rome, 13-14 septembre 2000

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA

POUR

**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES DE PRODUCTION AGRICOLE
DANS LA RÉGION DE BARLOVENTO**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Venezuela	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	4
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	12
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	13
J. Caractéristiques novatrices	13
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	14
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS IN VENEZUELA (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU VENEZUELA)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. REPORT ON THE CONSTRUCTION OF A PARTICIPATIVE LOGICAL FRAME (RAPPORT SUR L'ÉLABORATION D'UN CADRE LOGIQUE PARTICIPATIF)	7
V. BENEFICIARY VIEWS OF THE PRESENT AND FUTURE OF THEIR COMMUNITIES (OPINIONS DES BÉNÉFICIAIRES SUR LA SITUATION ACTUELLE ET L'AVENIR DE LEURS COMMUNAUTÉS)	12
VI. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	17
VII. ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	18

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Bolivar (VEB)
1,00 USD	=	660 VEB
1,00 VEB	=	0,00151 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CIARA	Fondation pour la formation et la recherche appliquée en matière de réforme agraire
FIDA-CIARA	Programme régional de formation au développement rural
FIV	Fonds d'investissement vénézuélien
FONAIAP	Fondo Nacional de Investigaciones Agropecuarias (Fonds national de la recherche agricole)
IAN	Institut agraire national
ICAP	Institut d'agriculture et d'élevage
SAD	Société andine de développement

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA

Année budgétaire

1^{er} janvier - 31 décembre

RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES DE PRODUCTION AGRICOLE DANS LA RÉGION DE BARLOVENTO

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République bolivarienne du Venezuela
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de la production et du commerce
COÛT TOTAL DU PROJET:	17,00 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	9,75 millions de DTS (équivalant approximativement à 13,00 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	15 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds.
COFINANCEUR:	Aucun
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	3,00 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	1,00 million de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Société andine de développement (SAD)

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Du fait du déclin économique continu, la pauvreté rurale au Venezuela n'a cessé de progresser ces 20 dernières années, au cours desquelles le nombre des ménages pauvres est passé de 223 000 à 542 000. Les groupes cibles retenus par le FIDA pour ses stratégies de développement rural et de réduction de la pauvreté au Venezuela appartiennent à deux principales catégories: les paysans (environ 169 000) et les ouvriers, agricoles ou non (environ 233 000). Dans ces deux catégories, les femmes rurales, les communautés autochtones et les populations afro-vénézuéliennes comptent parmi les groupes les plus vulnérables. Dans la région de Barlovento, environ 75% de la population rurale vit au-dessous du seuil de pauvreté. Par ailleurs, les inondations de janvier 2000 ont recouvert 30 000 ha appartenant à des petits exploitants, entraînant la perte de 60% des plantations et des cultures annuelles; 5 600 familles sont sans toit et les logements de 7 400 autres ont subi des dommages partiels.

Pourquoi sont-ils pauvres? Au Venezuela, les causes de la pauvreté sont liées à des facteurs historiques, économiques et politiques. Au niveau macroéconomique, la récession économique globale des deux dernières décennies est responsable dans une large mesure de l'aggravation de la pauvreté rurale. Les brèves périodes de croissance économique n'ont pas permis de réduire la pauvreté en raison des forts écarts de revenus. Au niveau des ménages ruraux, la pauvreté est imputable à divers facteurs: i) manque d'accès aux ressources productives – terres, sol de bonne qualité, crédit, irrigation, etc; ii) manque d'accès aux services de base; iii) faible nombre d'organisations sociales et/ou de production; iv) manque d'accès aux marchés; et v) manque d'accès aux services de soutien techniques et financiers.

Que leur apportera le projet? Le projet envisagé répondra aux besoins de 12 000 familles rurales pauvres de la région de Barlovento dans l'État de Miranda, dont la moitié sont d'origine afro-vénézuélienne. De manière générale, il vise à renforcer les liens production/transformation/marché dans le cadre d'un programme régional intégré de grande envergure concernant les produits de l'agriculture paysanne, en particulier le cacao, en s'appuyant sur les relations existantes, quoique imparfaites, avec les marchés agricoles et industriels, nationaux et d'exportation. Le projet a pour but de donner aux familles bénéficiaires la possibilité de s'assurer des revenus à tous les stades du cycle de production, transformation et commercialisation. Il développera et renforcera cinq filières agro-industrielles (cacao pour les marchés d'exportation et le marché national, manioc, banane et agrumes pour le marché de Caracas, et petites industries rurales de transformation consacrées aux fruits, aux légumes et au cacao) au profit des ruraux sans terre, et en particulier des femmes. Compte tenu des enseignements mis en évidence par le programme de renforcement de l'équité entre les sexes dans les projets du FIDA, le projet favorisera l'égalité entre les sexes dans ses activités opérationnelles et de développement rural. Il encouragera la capitalisation des actifs agricoles et de transformation des bénéficiaires grâce à des fonds pour la production et à la promotion d'organisations locales rurales d'épargne et de crédit. Il mettra en place un dispositif de concertation systématique avec le Gouvernement du Venezuela, la Banque mondiale et les projets financés par le FIDA ou par d'autres donateurs, afin de promouvoir des politiques/méthodologies confirmées de lutte contre la pauvreté et de développement rural.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? La stratégie du projet prévoit différents modes de participation des bénéficiaires, tout d'abord à l'échelon de la communauté. Des conseils communautaires, chargés des relations locales et municipales dans le cadre des initiatives de développement et des investissements, seront organisés. Un groupe de bénéficiaires, élu démocratiquement et comptant au moins une femme parmi ses membres, participera au comité directeur du projet. Les activités de suivi et d'évaluation seront menées avec la participation des bénéficiaires.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA
POUR
LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES DE PRODUCTION AGRICOLE
DANS LA RÉGION DE BARLOVENTO

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République du Venezuela d'un montant de 9,75 millions de DTS (équivalant approximativement à 13,00 millions de USD) aux conditions ordinaires, en vue de contribuer au financement du projet de développement des filières de production agricole dans la région de Barlovento. Le prêt aura une durée de 15 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera administré par la Société andine de développement (SAD) en qualité d'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL
ET LES ACTIVITÉS DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. La République du Venezuela, dont le territoire couvre 916 000 km², est située à l'extrême nord de l'Amérique du Sud. Elle est bordée par la Colombie à l'ouest, la Guyane à l'est, le Brésil au sud et les Caraïbes au nord. Elle compte 22 États, un district fédéral et des dépendances fédérales insulaires. En 1997, sa population, fortement concentrée dans les États du nord, était de 23 millions d'habitants, dont 12% de ruraux.

2. L'économie vénézuélienne est fortement tributaire du pétrole, qui représente plus des deux tiers des exportations du pays. Dans les années 70, le gouvernement a entrepris plusieurs programmes ambitieux d'investissement dans les infrastructures matérielles et sociales. La chute des prix du pétrole enregistrée dans les années 80 a révélé la vulnérabilité de l'économie et la forte dépendance de tous les secteurs économiques à l'égard des subventions coûteuses financées par les exportations pétrolières. Près de 60% des dépenses publiques sont couvertes par les recettes provenant de ces exportations.

3. En mars 1996, le gouvernement a annoncé un programme de réforme économique très ambitieux. Cependant, du fait de la poursuite de la chute des cours mondiaux du pétrole au début et vers le milieu des années 90, le programme d'action envisagé n'a pu être mis en œuvre, ce qui a plongé le pays dans une profonde récession économique. Les cours moyens du pétrole ont chuté de 34,1%, d'où un grave déséquilibre des comptes budgétaires. Les politiques économiques du Venezuela ont eu pour conséquence un taux de croissance annuel du PIB négatif (-2%) entre 1960 et 1995, tandis que le reste de la région Amérique latine et Caraïbes affichait un taux moyen annuel de 2% pendant la même période². Le taux annuel de croissance du PIB est tombé de 6,3% en 1997 à -0,3% en 1998, le taux projeté pour 1999 étant de -6%. Cet engrenage a entraîné au cours des

¹ Pour renseignements supplémentaires, voir l'appendice I.

² Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). 1998. Données sur le développement économique régional.

15 dernières années un manque de dynamisme et un fort déséquilibre macroéconomique. En conséquence, la population s'appauvrit progressivement. La pauvreté, qui s'est aggravée de manière inquiétante au cours de la dernière décennie, se traduit par une baisse du niveau nutritionnel, du degré d'instruction et de la productivité de la main-d'œuvre, cette dernière étant directement liée à la faible compétitivité de la production nationale.

4. Le gouvernement du Président actuel, élu vers le milieu de 1999, a proposé que le pays entre dans une nouvelle ère socio-économique et politique. A court terme, le programme d'action prévoit de modifier la constitution actuelle, de réformer toutes les sections du gouvernement et de mettre en œuvre une nouvelle série de politiques macroéconomiques. Deux éléments auront une incidence sur les plans de développement économique à court ou moyen terme. Le premier est l'évolution des cours mondiaux du pétrole, dont le pays tire ses ressources financières; le second est lié aux fortes pluies qui ont frappé les régions côtières du Venezuela en décembre 1999 et janvier 2000. Ce phénomène a eu de lourdes conséquences - pertes humaines, dommages aux biens et problèmes environnementaux - qui ont entraîné la réorientation des ressources financières et des priorités en faveur de l'amélioration de la situation des milliers de personnes sans abri et de la reconstruction des infrastructures de base dans les zones sinistrées. La région de Barlovento a été parmi les régions les plus touchées par les inondations.

5. Le secteur agricole du Venezuela assure environ 5% du PIB et satisfait quelque 40% de la demande intérieure de produits agricoles. Les terres arables exploitées aux fins de production couvrent 2 650 000 hectares. Sur ce total, seuls 250 000 ha sont des terres irriguées appartenant à des exploitants à vocation commerciale. La production agricole est concentrée en grande partie dans des zones non irriguées et arides appartenant à des petits producteurs, très vulnérables aux variations cycliques des conditions climatiques. La première loi de réforme agraire adoptée au Venezuela remonte à 1945; la seconde version, approuvée en 1960, est encore en vigueur. Les lois de réforme agraire ont abouti à une structure de régime foncier très complexe, qui sans aucun doute fait obstacle aux initiatives de développement durable. Cette importante question a été prise en considération dans la nouvelle constitution. Cependant, la législation doit encore être examinée dans le détail et approuvée par le nouveau congrès élu en juillet 2000.

6. Au cours des 30 dernières années, la production agricole a été subordonnée aux subventions et aux décisions du gouvernement. A compter de 1992, les prix agricoles et les politiques de commercialisation ont été réglementés par le gouvernement, par l'intermédiaire d'entreprises publiques ou par décrets ministériels. Les taux d'intérêt des institutions de crédit agricole, déterminés par le gouvernement, sont restés inférieurs au taux d'inflation ou aux taux d'intérêt commerciaux. Le taux d'intérêt annuel de l'Institut de l'agriculture et de l'élevage (ICAP), institution spécialisée dans les prêts aux paysans et aux bénéficiaires de la réforme agraire, ont été fixés à 4% par la constitution de 1960. Au début des années 90, la plupart des institutions publiques de crédit et de commercialisation se sont effondrées du fait des faillites et de l'impossibilité pour le gouvernement de fournir des ressources additionnelles. La plupart ont été fermées, ce qui a réduit considérablement les services de soutien financier aux paysans ou aux cultivateurs à vocation commerciale. Aujourd'hui, la production alimentaire par habitant du Venezuela est la plus faible d'Amérique du Sud.

B. Données d'expérience

7. Le FIDA a approuvé trois prêts à des conditions ordinaires en faveur du Venezuela, pour un montant total de 39 millions de USD. Le premier projet, projet de soutien aux petits producteurs de l'État de Sucre, commencé en 1990 et achevé en 1998, a apporté un soutien stratégique et financier à la production des petits agriculteurs et des artisans-pêcheurs. Le deuxième, projet de soutien aux petits producteurs dans les zones semi-arides des États de Falcon et de Lara, apporte son appui aux petits producteurs de ces États. Entrepris en 1992, ce projet est maintenant exécuté par la Fondation pour la formation et la recherche appliquée en matière de réforme agraire (CIARA). Le dernier, le projet de



développement économique des communautés rurales pauvres, mis en œuvre par la CIARA, vise à aider les communautés rurales pauvres de huit États et de 39 communes en assurant une formation et un soutien financier aux organisations locales, afin de constituer et de gérer efficacement des institutions locales d'épargne et de crédit viables. En 1991, le FIDA a approuvé un don d'assistance technique en faveur de la CIARA pour financer le programme régional de formation au développement rural (FIDA- CIARA), qui a des activités opérationnelles au Brésil, en Colombie, à Cuba, en République dominicaine, en Équateur et au Venezuela. En 1998, une deuxième phase dans laquelle six nouveaux pays ont été ajoutés – Angola, Cap-Vert, Guinée équatoriale, Haïti, Mozambique et Sao Tomé-et-Principe - a été approuvée en vue de transférer les stratégies de développement rural et les techniques de gestion opérationnelle tirées des projets du FIDA menés en Amérique latine.

8. Les principaux enseignements dégagés des projets du FIDA sont les suivants: i) il est nécessaire lors de la conception des projets d'assurer une coordination efficace entre les diverses institutions gouvernementales, afin d'éviter le chevauchement des activités et l'utilisation impropre des ressources humaines et financières; ii) les projets du FIDA devraient promouvoir et appuyer les politiques de décentralisation du gouvernement dans leur conception et leurs dispositifs institutionnels, et moyennant une formation systématique des fonctionnaires locaux et du personnel technique; iii) le renouvellement fréquent des directeurs et du personnel de projet au stade de l'exécution du projet de soutien aux petits producteurs de l'État de Sucre a entravé la réalisation des objectifs, si bien que, pour le projet de soutien aux petits producteurs dans les zones semi-arides des États de Falcon et de Lara et le projet de développement économique des communautés rurales, le FIDA et le gouvernement ont réglé cette question grâce à des négociations constructives; iv) il est essentiel d'inclure les questions de parité entre les sexes non seulement pendant la conception et l'exécution du projet, mais également au niveau de l'élaboration des politiques nationales, le pays manquant à cet égard de principes directeurs, d'information et de personnel formé; enfin, v) tous les projets opérationnels du FIDA devraient avoir pour objectif spécifique de produire une documentation écrite et visuelle sur leurs réalisations, ce qui permettrait de créer une mémoire des stratégies et méthodologies appliquées, et de diffuser les approches méthodologiques, les expériences novatrices et les savoirs locaux.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Venezuela

9. Compte tenu de la situation actuelle du Venezuela en matière de pauvreté rurale, trois principales orientations stratégiques ont été retenues pour l'intervention du FIDA. La première consiste à accroître les revenus des ménages et à améliorer la ration alimentaire des familles de petits exploitants et de paysans sans terre sur le plan de la qualité nutritionnelle et de la quantité, moyennant l'accroissement de la productivité des activités agricoles et d'élevage, et un meilleur accès aux débouchés potentiels. On appuiera notamment l'élaboration, la validation et la diffusion de technologies. La petite production industrielle, agricole ou non, des familles rurales sera également soutenue. La deuxième orientation consiste à promouvoir et à renforcer des organisations locales dynamiques, ce qui aidera à créer dans les campagnes une société civile viable et permettra aux communautés rurales et aux particuliers de participer activement au marché. La fréquence de la pauvreté rurale ayant fortement augmenté au Venezuela, la troisième orientation consiste à établir un dialogue systématique avec le gouvernement au sujet des stratégies et politiques de développement rural et de réduction de la pauvreté, afin d'incorporer les "pratiques les plus performantes" aux programmes et aux projets, actuels ou nouveaux.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

10. La région de Barlovento est située dans le nord-ouest de l'État de Miranda, dans le nord du Venezuela (voir carte). Cette partie de l'État de Miranda est bordée par le District fédéral et, du fait de la proximité relative de Caracas, la région de Barlovento est considérée comme l'arrière-pays rural et agricole de la capitale. Couvrant 4 610 km², elle comprend six communes (Acevedo, Andres Bello, Brion, Buroz, Paez et Pedro Gual) et compte près de 120 petites villes et communautés, dont la population est comprise entre 500 et 15 000 habitants. Pendant les week-ends, les plages côtières sont un important pôle d'attraction pour les habitants de Caracas, la population de passage pouvant atteindre près de deux millions de personnes pendant les longues vacances et les week-ends.

11. Malgré la proximité de Caracas, le plus grand marché agricole du pays, la production agricole de la région repose surtout sur les cultures tropicales traditionnelles (76% de la superficie agricole) et sur les pâturages destinés aux bovins (24% de la superficie). La production bovine est entre les mains de moyens ou gros producteurs. Les plantations de cacaoyers (*Theobroma cacao*), dont certaines remontent à l'époque coloniale, sont la particularité de la région. Actuellement, plus de 85% de ces plantations appartiennent à des petits producteurs – bénéficiaires de la réforme agraire – et couvrent 45% des terres agricoles de la région de Barlovento.

12. Les racines et tubercules tropicaux, qui occupent 12% de la superficie plantée, constituent le deuxième groupe de cultures important, avec le manioc doux et amer (*Manihot esculenta*), le chou caraïbe (*Xanthosoma sagittifolium*) et la grande igname (*Dioscorea alata*). Le troisième groupe comprend la banane plantain (*Musa paradisiaca*) et le cambur ou banane (*Musa sp.*), qui occupent 6% de la superficie. La mandarine (*Citrus reticulata*) - 2,1% de la superficie cultivée - est la culture permanente ayant la croissance la plus rapide en raison de la forte demande et des prix élevés sur le marché de Caracas. La transformation artisanale de fruits tropicaux, de manioc et de légumes, vendus le long des routes secondaires, est également une activité importante développée localement par les femmes des campagnes.

13. Après que le Fonds national du cacao, contrôlé par le gouvernement, eut mis fin à ses opérations de commercialisation, des opérateurs privés ont entrepris de commercialiser le cacao. Au moins six sociétés privées travaillent dans la région, achetant du cacao de qualité supérieure et commerciale pour l'exportation et pour le marché national. Les prix payés aux petits exploitants, qui ne disposent pas d'infrastructures adéquates pour la fermentation et le séchage des fèves de cacao, ni pour les négociations collectives de fixation des prix, sont inférieurs à la moyenne. Les communautés rurales ont formé des "associations de voisinage" qui traitent avec les services municipaux locaux, mais il n'existe pas d'organisations de petits producteurs ou de commercialisation. Toute la production agricole est commercialisée ou négociée individuellement par les agriculteurs auprès de négociants et/ou de routiers qui servent d'intermédiaires. Malgré la proximité de Caracas, l'isolement et l'absence de services sociaux et agricoles caractérisent depuis toujours la région de Barlovento.

14. On a estimé que le groupe cible du projet sera constitué de 16 500 familles rurales pauvres, dont 14 000 sont dirigées par des petits exploitants ayant moins de 5 ha de terre et 2 500 par des femmes et des hommes ouvriers agricoles sans terre et/ou se consacrant à la transformation artisanale. Les revenus familiaux de ces groupes sont de 1,60 USD par jour pour les familles pauvres et de 1 USD pour les familles extrêmement pauvres.

15. On a estimé le nombre des bénéficiaires directs du projet à 12 000 familles, soit 73% de la population cible (tableau 1). Ce groupe comprend les familles dirigées par 8 000 petits exploitants, hommes ou femmes: 6 500 d'entre eux sont des bénéficiaires de la réforme agraire et 1500 sont en

train d'obtenir la légalisation de leur titre de propriété foncière auprès de l'Institut agraire national (IAN). Les bénéficiaires directs du projet comprennent également: i) 1 500 paysans sans terre et travailleurs salariés – ruraux, hommes et femmes, conduisant de petites entreprises familiales de transformation; ii) 500 familles membres d'organisations locales d'épargne et de prêt et iii) 2 000 familles rurales bénéficiaires des programmes d'investissement social. On estime qu'au moins la moitié de la population cible est d'origine afro-vénézuélienne, installée dans la région depuis l'époque coloniale. Du fait du métissage de longue date entre Européens, Africains et Américains autochtones, la région possède un héritage culturel particulier mais homogène. Les gens se considèrent comme des *criollos*, ce qui signifie simplement "nés sur les terres américaines", sans sous-entendu d'ordre racial³.

Tableau 1: Nombre de bénéficiaires par activité et par sexe

Bénéficiaires	Hommes		Femmes		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Filières de production agricole	5 000	62	3 000	38	8 000
Petites entreprises rurales	750	50	750	50	1 500
Organisations d'épargne et de prêt	250	50	250	50	500
Investissements en faveur du développement social	1 000	50	1 000	50	2 000
Total	7 000	59	5 000	41	12 000

16. **Situation en matière d'équité entre les sexes.** Les initiatives du gouvernement visant à intégrer les femmes rurales aux programmes de développement ayant été peu nombreuses et peu constructives, la mission d'évaluation prospective du FIDA a mené dans huit communautés une enquête participative axée sur les questions d'équité entre les sexes⁴, à laquelle ont été associés plus de 160 hommes et femmes. D'après le diagnostic établi, deux principales conclusions ont été retenues pour la conception des activités du projet: i) dans les communautés productrices de cacao, de bananes et de manioc, les femmes sont plus intéressées par les améliorations de la production agricole, tandis qu'en règle générale, les hommes préfèrent les activités de transformation et de commercialisation; ii) dans les communautés productrices de mandarines, tandis que les activités de production agricole et de commercialisation suscitent l'intérêt des hommes, les femmes se tournent vers les activités domestiques. Dans les communautés productrices de manioc, les hommes et les femmes se consacrent à la production de *casave*, pain local fait avec du manioc et vendu le long des routes principales, chaque sexe ayant des responsabilités spécifiques dans le processus de transformation.

B. Objectifs et portée

17. La stratégie générale du projet et sa raison d'être sont définies d'après la stratégie de pays et les directives opérationnelles du FIDA, ainsi que d'après les politiques et les priorités actuelles du gouvernement. Les composantes et les activités ont été conçues pour permettre d'accroître le revenu des familles bénéficiaires et pour renforcer les organisations locales, communautaires, civiles, sociales et productives. Ainsi, l'amélioration de la situation économique des bénéficiaires, conjuguée au renforcement des capacités de la société civile locale organisée, favorisera le développement rural de la région de Barlovento. Le projet mettra l'accent sur les processus productifs locaux, agricoles ou non, dans le cadre d'une approche intégrée qui renforce les maillons les plus faibles et assure simultanément des services de soutien à tous les stades des filières économiques: production, activités après récolte, transformation et commercialisation.

³ Guerra, F. 1983. *Esclavos Negros, Cimarroneras y Cumbes de Barlovento*. Cuadernos Lagoven. Caracas, Venezuela; et Pollak-Eltz, A. 1993. *La Negritud en Venezuela*. Cuadernos Lagoven, Caracas, Venezuela.

⁴ Voir l'appendice V. Beneficiary Views of the Present and Future of their Communities.



18. Le projet appliquera des méthodologies participatives grâce auxquelles les bénéficiaires, hommes et femmes, repéreront d'abord les obstacles sociaux et productifs à surmonter sans délai. Ils élaboreront ensuite des solutions viables dans les limites du champ d'action et des ressources financières du projet et des programmes – à l'échelon des municipalités et de l'État - de développement rural et de réduction de la pauvreté. Compte tenu des préférences et des vocations des bénéficiaires, des organisations sociales, productives et financières locales seront constituées, renforcées et consolidées. Afin d'appuyer la mise en œuvre d'initiatives sociales et productives, le projet apportera des fonds de capitalisation et encouragera la création d'organisations locales d'épargne et de crédit autonomes. Une approche globale du développement rural soucieuse d'équité entre les sexes sera appliquée, dans le but de réduire les inégalités sociales et économiques dont souffrent actuellement les femmes rurales. Dans ce contexte, toutes les méthodes et les techniques utilisées pour le diagnostic communautaire, ainsi que pour la préparation des propositions sociales, productives et organisationnelles, seront fondées sur un équilibre entre hommes et femmes.

19. L'objectif général est d'améliorer les capacités des familles bénéficiaires sur les plans productif, social et organisationnel, en établissant des liens efficaces avec les marchés locaux et nationaux et en gérant efficacement et durablement les activités productives. Le projet cherchera expressément à : i) développer les ressources humaines et les organisations communautaires locales, en renforçant leur capacité de participation aux programmes locaux de développement social et de production; ii) augmenter les revenus des bénéficiaires en améliorant la production des exploitations et des petites entreprises rurales, leur productivité et la commercialisation de leurs produits, ainsi qu'en favorisant l'intégration verticale et horizontale des activités productives et la consolidation des organisations à vocation économique; iii) favoriser la capitalisation des exploitations et des petites entreprises rurales des bénéficiaires grâce à des fonds spécifiques, ainsi que la création et la consolidation d'organisations locales d'épargne et de crédit autonomes; et iv) favoriser l'égalité entre les sexes dans les processus locaux de développement social et économique.

C. Composantes

20. Le projet comportera trois composantes: promotion du développement rural, développement durable de filières de production agricole et capitalisation rurale. Une unité de gestion du projet (UGP) comprenant des services administratifs et de suivi sera créée.

21. **Promotion du développement rural.** L'objectif de cette composante est de développer et de renforcer les compétences des bénéficiaires en matière d'organisation et de gestion, ainsi que leur capacité de participer aux initiatives et aux programmes gouvernementaux de développement rural, à l'échelon de la communauté, de la municipalité et de l'État. Au titre de cette composante, on encouragera la création et la consolidation d'organisations civiles et locales de bénéficiaires, constituées en fonction de leurs intérêts communs et/ou de leurs activités économiques au sein des communautés ou parmi plusieurs d'entre elles. Des cours de formation au rôle de dirigeant seront organisés, l'accent étant mis en particulier sur les jeunes responsables locaux des deux sexes. Par le biais des comités communautaires et municipaux, le projet favorisera la participation des bénéficiaires à la planification et à l'exécution des initiatives gouvernementales à vocation sociale, ainsi qu'à la planification des activités du projet. Les personnels de l'UGP, les agents sous contrat des organisations de développement privées locales et nationales, et les fonctionnaires au niveau des municipalités et de l'État seront formés par des organismes de deuxième rang aux méthodologies participatives de développement rural, aux techniques soucieuses d'équité entre les sexes, et au développement agricole durable.

22. **Développement durable des filières de production agricole.** Cette composante vise à accroître les revenus des bénéficiaires grâce à des améliorations simultanées et coordonnées des processus de production agricole et non agricole, de transformation et de commercialisation. Elle a pour objet d'améliorer la production et la productivité de cinq filières de production agricole (cacao,



manioc, banane, agrumes, et fruits et légumes transformés) moyennant des technologies perfectionnées, une intégration verticale et horizontale, et des liens de commercialisation efficaces. Le projet s'assurera par contrat les services du Fonds national de recherche agricole (FONAIAP) et des universités nationales, afin de fournir des informations détaillées sur les technologies relatives à certains produits agricoles commercialisables ainsi qu'à la transformation industrielle artisanale. Les technologies seront fondées sur des pratiques de conservation et de gestion respectueuses de l'environnement. Au titre de cette composante, on facilitera la constitution d'organisations économiques et on renforcera celles qui existent déjà dans la région, en offrant une formation à la gestion et à l'organisation avec l'appui de la Fondation Polar, organisation privée nationale intervenant déjà dans la région. On encouragera et renforcera la prestation de services privés d'assistance technique aux bénéficiaires du projet et à leurs organisations dans le cadre d'une approche intégrée axée sur les filières de production agricole. Un soutien sera apporté dans les domaines de la production agricole, de la transformation, des petites industries et de la commercialisation des produits agricoles et non agricoles. Pour définir et mettre en œuvre les initiatives des bénéficiaires, on fera appel à un système de services d'assistance participatif et induit par la demande. Des études de marché concernant les produits/cultures actuels et futurs seront menées. Par ailleurs, des services de soutien seront assurés pour les opérations locales d'épargne et de crédit.

23. **Capitalisation rurale.** Cette composante a pour objectif de concourir à la capitalisation des petits exploitants, des entrepreneurs de transformation et des micro-entrepreneurs, en soutenant les organisations financières locales et les fonds de capitalisation. Le projet offrira aux groupements de bénéficiaires désireux de créer des organismes locaux d'épargne et de crédit une assistance technique et une formation en cours d'emploi, assurées par des organisations privées sous contrat, les méthodologies appliquées étant fondées sur les réalisations du projet de développement économique des communautés rurales pauvres financé par le FIDA. Par ailleurs, on créera au titre de cette composante trois fonds de capitalisation: social, productif et financier. Le fonds social financera des investissements à vocation sociale non remboursables sélectionnés par les communautés et servant de contrepartie aux contributions municipales, de l'État et des bénéficiaires. Les ressources financières du fonds productif peuvent être remboursables ou non. Les ressources remboursables seront utilisées pour financer des initiatives productives présentées par les organisations économiques et communautaires, ou individuellement par les petits producteurs et entrepreneurs. Les niveaux de cofinancement, les périodes de remboursement et les taux d'intérêt seront fixés dans les statuts et les règlements. Les ressources non remboursables seront utilisées pour les investissements en faveur de la conservation des sols et des eaux, ainsi que pour les investissements productifs de longue durée (plus de cinq ans). Un comité des investissements productifs auquel participeront les bénéficiaires gèrera les deux fonds. Le fonds financier concourra à la capitalisation des organismes locaux d'épargne et de crédit qui ont atteint un degré de maturité et d'expérience suffisant, moyennant un prêt remboursable au taux d'intérêt du marché et avec une limite supérieure égale à dix fois les fonds propres. Les membres des organismes d'épargne et de crédit seront responsables du prêt, qui sera approuvé par le directeur de projet et par le coordonnateur de la composante.

D. Coûts et financement

24. Les coûts totaux du projet sont estimés à 17,00 millions de USD. La répartition des coûts par composante est présentée au tableau 2. La période de décaissement est estimée à six ans. Les coûts totaux s'élèvent à 2,57 millions de USD (15%) pour la composante promotion du développement rural, 8,02 millions de USD (47%) pour la composante développement durable de filières de production agricole, 4,54 millions de USD (27%) pour la composante capitalisation rurale, et 1,87 million de USD (11%) pour l'UGP, y compris les dépenses de suivi et d'évaluation. Le schéma de financement envisagé pour le projet, présenté au tableau 3, est le suivant: un prêt du FIDA de

13,00 millions de USD, représentant 77% des coûts totaux du projet, une contribution de contrepartie du gouvernement de 3 millions de USD (18%), et des contributions des bénéficiaires en nature et en espèces s'élevant à 1 million de USD (6%).

TABLEAU 2 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Promotion du développement rural					
1. Renforcement de l'UGP et des fournisseurs de services sous contrat	152	27	178	15	1
2. Renforcement des organisations sociales	1 489	306	1 794	17	12
3. Gestion de la composante	274	28	303	9	2
Total partiel	1 915	360	2 275	16	15
B. Développement durable des filières de production agricole					
1. Développement technologique	565	100	665	15	4
2. Renforcement des organisations économiques	387	68	456	15	3
3. Assistance technique intégrée	4 542	801	5 343	15	35
4. Gestion de la composante	498	54	552	10	4
Total partiel	5 992	1 023	7 015	15	45
C. Capitalisation rurale					
1. Appui aux organisations financières locales	258	46	303	15	2
2. Fonds de capitalisation	3 850	-	3 850	-	25
3. Gestion de la composante	274	28	303	9	2
Total partiel	4 382	74	4 456	2	29
D. Unité de gestion du projet					
1. Gestion du projet	1 224	146	1 369	11	9
2. Suivi et évaluation	294	44	338	13	2
Total partiel	1 518	190	1 708	11	11
Total des coûts de base	13 807	1 647	15 454	11	100
Provision pour aléas d'exécution	369	65	434	15	3
Provision pour aléas financiers	963	149	1 111	13	7
Total des coûts du projet	15 139	1 862	17 000	11	110

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 3 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes	Gouvernement		FIDA		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Promotion du développement rural											
1. Renforcement de l'UGP et des fournisseurs de services sous contrat	35	19	151	81	-	-	186	1	28	131	27
2. Renforcement des organisations sociales	712	35	1 341	65	-	-	2 053	12	342	1 289	422
3. Gestion de la composante	140	42	193	58	-	-	334	2	31	217	86
Total partiel	887	35	1 686	66	-	-	2 572	15	400	1 638	534
B. Développement durable des filières de production											
1. Développement technologique	143	20	570	80	-	-	713	4	107	495	110
2. Renforcement des organisations économiques	100	20	401	80	-	-	502	3	75	349	78
3. Assistance technique intégrée	820	13	4 948	80	423	7	6 191	36	929	4 302	960
4. Gestion de la composante	221	36	391	64	-	-	613	4	60	408	145
Total partiel	1 284	16	6 311	79	423	5	8 018	47	1 171	5 554	1 293
C. Capitalisation rurale											
1. Appui aux organisations financières locales	70	20	282	80	-	-	352	2	53	245	55
2. Fonds de capitalisation	-	-	3 273	85	578	15	3 850	23	-	3 850	-
3. Gestion de la composante	140	42	193	58	-	-	334	2	31	217	86
Total partiel	211	5	3 747	83	578	13	4 536	27	83	4 312	140
D. Unité de gestion du projet											
1. Gestion du projet	497	33	1 006	67	-	-	1 504	9	160	1 036	308
2. Suivi et évaluation	121	33	249	67	-	-	371	2	48	246	77
Total partiel	619	33	1 256	67	-	-	1 874	11	208	1 282	385
Total des décaissements	3 000	18	13 000	77	1 000	6	17 000	100	1 862	12 787	2 352

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

25. **Passation des marchés.** La passation des biens et des services financés par le FIDA se fera conformément aux directives du Fonds en la matière. Les contrats relatifs aux véhicules et au matériel d'un montant supérieur à 100 000 USD seront passés par appel d'offres national. Les contrats évalués entre 10 001 et 100 000 USD, et dont le total ne dépasse pas l'équivalent de 300 000 USD, seront passés sur le marché local, avec au moins trois soumissionnaires remplissant les conditions requises. Les véhicules et le matériel évalués à 10 000 USD au plus, et dont le total ne dépasse pas l'équivalent de 30 000 USD, seront achetés directement. Les contrats concernant les services d'assistance technique et les organismes de développement rural privés seront adjugés selon les procédures d'appel d'offres national ayant l'agrément du FIDA et en accord avec la réglementation nationale pour la passation des marchés relatifs aux services.

26. **Décaissements.** Les décaissements d'un montant inférieur à 10 000 USD pour les frais de fonctionnement, les salaires et les services sous contrat se feront sur présentation des relevés des dépenses. Pour le paiement des entrepreneurs locaux participant aux activités de développement et à l'assistance technique, des documents détaillés seront exigés. Un compte spécial sera ouvert à la Banque centrale du Venezuela. Le prêt restera libellé en dollars des États-Unis. Les fonds du projet seront alloués chaque année sur la base du plan de travail annuel approuvé par le comité directeur. Le Fonds d'investissement vénézuélien (FIV) fera fonction d'agent financier du gouvernement. Le Ministère de la production et du commerce présentera les documents relatifs aux dépenses du projet au FIV et à l'institution coopérante (SAD), qui vérifieront les dépenses autorisées et demanderont au FIDA de procéder aux décaissements.

27. **Comptabilité et vérification des comptes.** Dès l'entrée en vigueur du prêt et avant le dépôt initial des fonds sur le compte spécial, le projet organisera des systèmes intégrés de comptabilité et de contrôle interne, qui seront mis en place par un cabinet d'experts-comptables spécialisé. La comptabilité sera effectuée par composante et par catégorie, et selon les procédures de classification des dépenses publiques. Un cabinet d'audit ayant l'agrément du FIDA effectuera des vérifications annuelles financières et de gestion, qui seront financées par le projet. Les autres organismes sous contrat tiendront des comptes distincts pour les dépenses relatives au projet. Les comptes du projet vérifiés et le rapport correspondant, comprenant un avis distinct sur les relevés des dépenses et le compte spécial, seront présentés au FIDA dans les six mois suivant la clôture de l'année budgétaire du projet. Un rapport annuel sur les aspects financiers et opérationnels du projet sera préparé par l'UGP et présenté à la SAD et au FIDA à la fin de chaque année budgétaire.

F. Organisation et gestion

28. Par l'intermédiaire du Vice-Ministère de l'agriculture, le Ministère de la production et du commerce sera responsable de l'exécution générale du projet. En vertu d'une délégation officielle du Ministère, la CIARA sera responsable de l'exécution directe du projet. Un comité directeur, présidé par le sous-secrétaire à l'agriculture ou par un autre représentant du Ministère de la production et du commerce, sera organisé. Il comptera parmi ses membres le directeur général de la coopération internationale du Ministère de la production et du commerce, les directeurs de la planification et du développement rural du Vice-Ministère de l'agriculture, un représentant du Gouvernement de l'État de Miranda et un représentant des municipalités participantes (par roulement). Ce comité comprendra cinq bénéficiaires, dont une femme, élus démocratiquement par des groupements de bénéficiaires⁵. Il

⁵ Un représentant pour chacune des filières de production agricole: cacao, manioc, banane, mandarine et transformation artisanale de fruits, de cacao et de légumes.



sera chargé de l'approbation et de la supervision des plans d'opérations et budgets annuels, ainsi que des orientations générales du projet. Le directeur de projet, qui sera de droit membre du comité, pourra voter sans avoir toutefois de prérogatives, et fera office de secrétaire.

29. Un comité interinstitutionnel de coordination méthodologique sera créé pour unifier et coordonner l'application des stratégies et des méthodologies de développement rural et de réduction de la pauvreté. Il sera présidé par le directeur de la CIARA et comprendra les directeurs de projet du programme de vulgarisation agricole du gouvernement/Banque mondiale, du projet de développement économique des communautés rurales pauvres, du projet de soutien aux petits producteurs dans les zones semi-arides des États de Falcon et de Lara, du FONAIAP et de la Fondation Polar, ainsi que le directeur du projet.

30. Une unité de gestion du projet (UGP), dotée d'autonomie financière et administrative, sera créée à Caucagua dans la zone du projet; elle aura des responsabilités et des pouvoirs qui lui seront délégués par le Ministère de la production et du commerce et par la CIARA. Elle fera directement rapport à la CIARA et sera chargée de la gestion et de la supervision des opérations courantes. Compte tenu de son mandat spécifique, le ministère et la CIARA désigneront un directeur de projet ayant l'agrément du FIDA.

31. L'UGP comprendra le directeur de projet et trois coordonnateurs de composantes. Le directeur sera épaulé par une unité chargée de l'appui administratif et du suivi. Les activités d'évaluation seront du ressort de la Direction générale de la planification du Vice-Ministère de l'agriculture. Un appui technique sera fourni dans les domaines requis par une unité de soutien technique, qui comprendra des spécialistes de la production agricole, des micro-entreprises et d'autres domaines utiles. Un spécialiste des questions d'équité entre les sexes épaulera à cet égard le directeur de projet. L'UGP comprendra au total 12 promoteurs de projet, qui travailleront à l'échelon des communautés comme formateurs, organisateurs et superviseurs des fournisseurs de services privés sous contrat. Toutes les activités de terrain concernant les services de soutien relatifs aux filières intégrées de production, de transformation et de commercialisation seront sous-traitées à des organisations privées, notamment des organisations non gouvernementales (ONG), des fondations, des organisations paysannes, etc. Des institutions spécialisées privées et/ou publiques, dont le FONAIAP, la Fondation Polar et les universités nationales seront recrutées pour apporter un soutien complémentaire en matière de recherche agricole et de transformation alimentaire, de formation, de supervision des opérateurs locaux et de contrôle de la qualité.

32. Les bénéficiaires participeront aux activités par l'intermédiaire des comités communautaires et municipaux, qui seront responsables de la sélection et de l'approbation des projets d'investissement social en coordination avec les promoteurs sociaux du projet. Un comité spécialisé sélectionnera, approuvera et supervisera les propositions d'investissements à la production, en collaboration avec le personnel de l'UGP. Les bénéficiaires élus appartenant aux comités susmentionnés participeront aux activités de suivi et d'évaluation du projet et au comité directeur.

33. **Équité entre les sexes.** Les enseignements et les recommandations en matière d'équité entre les sexes, dégagés et analysés par le programme de renforcement de l'équité entre les sexes dans les projets du FIDA, seront mis en pratique et suivis par le spécialiste du projet. On respectera le principe de la parité entre les sexes pour toutes les offres d'emploi créées par le projet. Le spécialiste des questions d'équité entre les sexes suivra les activités relatives à l'amélioration de la nutrition. Dans les organisations privées de formation et de soutien technique sous contrat, les femmes représenteront au moins 30% du personnel local de vulgarisation agricole et sociale.

G. Justification économique

34. Le projet bénéficiera à 12 000 familles rurales, y compris celles dirigées par 8 000 producteurs agricoles et par 1 500 ruraux conduisant des petites industries de transformation et entrepreneurs. Des petites organisations locales d'épargne et de crédit seront créées, au profit de 500 familles au moins. Grâce aux travaux et aux investissements sociaux, les conditions de vie de 2 000 familles rurales supplémentaires seront améliorées. Au total, 5 000 femmes rurales, comprenant des chefs de famille et des partenaires de petits producteurs et entrepreneurs de transformation, bénéficieront de l'assistance technique, de la formation et des fonds de capitalisation. Huit cents responsables locaux, hommes et femmes, et 60 cadres de l'UGP et fournisseurs de services sous contrat recevront une formation sur les concepts et les méthodologies des processus de développement rural fondés sur un équilibre entre hommes et femmes. Le projet encouragera et appuiera le développement rural dans six municipalités de la région de Barlovento. A la fin du projet, les organisations sociales, économiques et de la société civile seront des partenaires dynamiques des programmes de développement rural au niveau local, municipal et de l'État. Les organisations économiques amélioreront leurs niveaux de production, leurs liens et leurs relations avec les marchés locaux, nationaux et extérieurs.

35. Au total, 4 000 familles renouvelleront leurs plantations de cacaoyers et 1 000 au moins accroîtront la superficie plantée en mandariniers. Les améliorations de la production agricole et des micro-entreprises se traduiront par un surcroît de production équivalant à 24 millions de USD. L'apport de main-d'œuvre supplémentaire au niveau des exploitations, le renouvellement des plantations et les travaux de conservation des sols et des eaux nécessiteront 810 000 personnes-jours, équivalant à 2 900 nouveaux emplois. A la fin du projet, le revenu des familles bénéficiaires aura augmenté de 15 millions de USD par an.

36. Le projet visera à améliorer l'état nutritionnel des bénéficiaires grâce à l'augmentation des revenus, aux cours d'éducation familiale et aux garderies, qui se chargeront des soins quotidiens, de l'hygiène et de l'alimentation des enfants âgés de six mois à six ans. Ces garderies sont financées par le gouvernement et gérées par des ONG locales et par d'autres organisations civiles. Les fonds sociaux de capitalisation fourniront, à la demande des bénéficiaires, les ressources nécessaires pour améliorer le fonctionnement des garderies. A la fin du projet, le niveau nutritionnel des familles bénéficiaires devrait s'être amélioré.

37. Les stratégies et les méthodologies de terrain appliquées au développement rural et productif seront mises en commun, examinées et évaluées en collaboration avec les autres projets financés par le FIDA et par des donateurs au Venezuela, ainsi qu'avec les fonctionnaires du Vice-Ministère de l'agriculture, par l'intermédiaire du comité interinstitutionnel de coordination méthodologique. Ainsi, la diffusion des meilleures pratiques et des savoirs contribuera à renforcer la gamme d'options conceptuelles et opérationnelles dont dispose le gouvernement pour promouvoir le développement rural et réduire la pauvreté.

H. Risques

38. Le développement rural et la lutte contre la pauvreté fondés sur une approche intégrée des filières de production agricole au niveau de l'exploitation présentent peu de risques biologiques, productifs, environnementaux et commerciaux. Les risques du projet sont liés à d'éventuels changements des politiques de développement rural et de réduction de la pauvreté qui pourraient intervenir à la suite des élections nationales de juillet 2000, ainsi qu'à la possibilité des limitations d'ordre institutionnel, administratif ou financier en cours d'exécution.

39. Une réorientation des politiques de développement rural pourrait avoir une incidence sur la priorité des opérations et sur les ressources financières actuellement allouées au Ministère de la production et du commerce. La création en 1999 de la Direction générale du développement rural au sein du Vice-Ministère de l'agriculture rattaché au Ministère de la production et du commerce et la



priorité dont elle continue à bénéficier dans les programmes nationaux garantissent qu'il n'y aura pas de changements importants dans les politiques et/ou les priorités financières tant que le gouvernement restera en place. Comme il vient d'être reconfirmé par les élections de juillet 2000, il y a toute chance que les politiques actuelles soient poursuivies.

40. Au Venezuela, la crise financière due aux faibles cours du pétrole a pris fin. Même s'il existe plusieurs domaines prioritaires pour les investissements publics, le développement rural et la lutte contre la pauvreté restent des priorités absolues pour le gouvernement. Pendant les négociations du prêt, on a obtenu l'assurance que le Ministère de la production et du commerce recevrait des allocations budgétaires à affecter aux fonds de contrepartie.

I. Impact sur l'environnement

41. Le projet a été provisoirement classé dans la catégorie B, étant donné qu'il est possible de remédier aux impacts potentiels mis en évidence moyennant des recommandations et des interventions qui tiennent compte des problèmes environnementaux. Les investissements et les actions utilisant les technologies proposées pour le cacao, les mandarines, les bananes et les racines tropicales amélioreront la situation dans certaines zones menacées de dégradation, qu'elles régénéreront. Ainsi, l'assistance technique à l'agriculture et aux micro-entreprises sera compatible avec les pratiques sûres en matière de conservation des sols, des eaux et de la végétation, et avec la réglementation concernant l'utilisation des pesticides et des produits chimiques. Les pratiques de conservation des sols dans les zones à forte déclivité seront financées par le fonds pour la production. La conservation de plus de 30 000 ha de plantations de cacaoyers aura à long terme un impact bénéfique sur la zone du projet. La réduction de l'érosion des sols, une meilleure gestion des bassins versants et le rétablissement de la diversité biologique figurent parmi les avantages environnementaux escomptés. Les conseils techniques dispensés aux petites entreprises, agricoles ou non, permettront de remédier aux atteintes à l'environnement dues aux rejets de polluants et/ou de les éviter.

J. Caractéristiques novatrices

42. La mise en œuvre simultanée des trois caractéristiques novatrices incluses dans la conception et la structure opérationnelle du projet devrait jouer un rôle de catalyseur dans la réduction de la pauvreté et le développement rural de la région de Barlovento. Ces caractéristiques novatrices sont les suivantes: i) exécution intégrée des composantes développement rural et développement des filières de production, composantes qui s'attachent aux contraintes sociales et économiques des bénéficiaires du projet dans une optique de synchronisation, de coordination et de participation; ii) approche du développement agricole et non agricole axée sur les filières de production agricole et visant à apporter simultanément des solutions aux problèmes de production, d'opérations après récolte, de transformation et de marché entravant les activités économiques des bénéficiaires, ce qui a pour effet de contribuer à l'augmentation des revenus grâce à l'intégration verticale, horizontale et au niveau du marché; et iii) organisation d'un dispositif interinstitutionnel facilitant les échanges de méthodologies confirmées et de pratiques les plus performantes entre les divers projets et programmes financés par le FIDA, le gouvernement et d'autres donateurs au Venezuela.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

43. Un accord de prêt entre la République bolivarienne du Venezuela et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

44. La République bolivarienne du Venezuela est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.



45. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

46. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République bolivarienne du Venezuela un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions sept cent cinquante mille droits de tirages spéciaux (9 750 000 DTS) venant à échéance le 15 juin 2015 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminée chaque année par le Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 26 juillet 2000)

1. Afin de financer l'exécution du projet, le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela transférera les fonds du prêt à la CIARA, par l'intermédiaire du Ministère de la production et du commerce, agent d'exécution, en tant que dotation budgétaire non remboursable, au titre d'un accord d'administration du prêt et d'exécution qui sera signé par la CIARA et le Ministère de la production et du commerce, conformément aux dispositions de l'accord de prêt. Le ministère exercera ses droits au titre de l'accord d'administration du prêt et d'exécution de manière à sauvegarder les droits du gouvernement et du FIDA et à réaliser les objectifs du projet et, sauf décision contraire du FIDA et du gouvernement, il ne pourra pas céder, modifier, révoquer ou annuler l'accord d'administration du prêt et d'exécution, ni aucune de ses dispositions.
2. Dans les meilleurs délais après la signature de l'accord de prêt et en tout état de cause dans les trente (30) jours suivant la date d'entrée en vigueur, le Ministère de la production et du commerce ouvrira et maintiendra auprès de la Banque vénézuélienne de crédit un compte du projet libellé en bolivars vénézuéliens pour les opérations du projet.
3. Outre les fonds du prêt, le gouvernement mettra à la disposition de la CIARA, dans les délais voulus, les fonds, moyens, services et autres ressources qui pourraient être nécessaires pour exécuter le projet conformément à l'accord de prêt. Sans préjudice de ce principe général, il versera sur le compte du projet, dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans les trente (30) jours suivant la date d'entrée en vigueur du prêt, des fonds de contrepartie d'un montant initial équivalant à 500 000 USD afin de couvrir les frais d'exécution du projet pour la première année, et il réapprovisionnera le compte du projet chaque année en versant à l'avance les fonds de contrepartie requis dans le plan de travail et budget annuel (PTBA) pour l'année correspondante.
4. Pendant l'exécution du projet, le Ministère de la production et du commerce créera et maintiendra en son sein un comité directeur, dont les attributions auront l'agrément du FIDA et qui assurera la conduite générale du projet et sera chargé de l'approbation et de la supervision du PTBA, de la supervision de la gestion administrative générale et de la coordination du projet avec les plans et programmes sectoriels.
5. Pendant l'exécution du projet, le Ministère de la production et du commerce créera et maintiendra un comité interinstitutionnel de coordination méthodologique, dont les attributions auront l'agrément du FIDA et qui aura pour tâche d'assurer l'application systématique des méthodes de développement rural et de réduction de la pauvreté.
6. La CIARA prendra toutes les mesures nécessaires pour que soit adopté, dans les quatre-vingt dix (90) jours suivant la date d'entrée en vigueur, un manuel d'exécution du projet dont la forme et le fond auront l'agrément du FIDA.
7. Le projet sera administré par une unité de gestion du projet (UGP) créée par la CIARA dans la ville de Caucagua (région de Barlovento), qui sera installée au siège de la CIARA pendant toute la durée d'exécution; la CIARA veillera à ce que l'UGP garde une structure et des attributions ayant l'agrément du FIDA et soit dotée des ressources humaines et financières nécessaires pour s'acquitter pleinement de ses obligations, notamment en matière d'études spécialisées sur les questions d'équité entre les sexes. L'UGP sera sous la tutelle de la CIARA et sera chargée de gérer les opérations courantes et de suivre les activités du projet, de contrôler la qualité de l'application par les



sous-traitants de méthodes soucieuses d'équité entre les sexes, et d'administrer les ressources servant à financer l'assistance technique nationale et internationale au projet. L'UGP confiera à des sous-traitants publics et privés les interventions nécessaires pour promouvoir le développement rural et le développement durable de filières de production agricole dans le cadre du projet. Pour assurer l'efficacité de la sélection et de la participation de ces prestataires de services, la CIARA adoptera un règlement administratif spécifique, dont la forme et le fond auront l'agrément du FIDA, dans les quatre-vingt dix (90) jours suivant la date d'entrée en vigueur.

8. Pour promouvoir le développement rural dans le cadre du projet, l'UGP passera contrat avec des institutions spécialisées de deuxième niveau, à savoir : a) la Fondation Polar, dans les quatre-vingt dix (90) jours suivant la date d'entrée en vigueur, afin de s'assurer son concours pour la formation d'assistants techniques, de dirigeants ruraux (hommes et femmes), et d'organisations économiques dans les domaines de la transformation et de la commercialisation; b) des universités nationales et de l'État; et c) des fondations, des ONG et d'autres organismes nationaux qui apporteront leur appui sur des sujets spécifiques selon les besoins.

9. Pour promouvoir le développement durable de filières de production agricole dans le cadre du projet, l'UGP s'assurera par contrat les services: a) d'organismes d'exécution de premier niveau, comprenant des entreprises, des associations professionnelles, des ONG, des fondations et d'autres institutions compétentes qui offriront des services de soutien direct aux bénéficiaires, jouant le rôle d'organismes d'exécution sur le terrain; b) d'organismes d'exécution de deuxième niveau, comprenant des institutions spécialisées et des universités nationales qui offriront des services de formation et de contrôle de la qualité aux organismes d'exécution sur le terrain et, en particulier, dans les quatre-vingt dix (90) jours suivant la date d'entrée en vigueur, du FONAIAP pour l'élaboration et la validation de technologies optimales, la formation de vulgarisateurs et de bénéficiaires et le contrôle de la qualité des services de vulgarisation agricole, dans le cadre de l'accord de coopération technique conclu le 17 décembre 1996 entre la CIARA et le FONAIAP.

10. Afin de faciliter la réalisation des objectifs du projet en matière de capitalisation rurale, le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour l'application des méthodes et des instruments reconnus comme étant utiles par le projet de développement économique des communautés rurales pauvres financé par le FIDA, incorporant progressivement les instruments de ce projet (fonds de garantie et crédit) jusqu'à ce qu'ils soient pleinement intégrés dans le dispositif officiel de finance rurale du projet; en particulier, il adoptera dans les quatre-vingt dix (90) jours suivant la date d'entrée en vigueur une réglementation financière dont la forme et le fond auront l'agrément du FIDA.

11. Le FIDA peut suspendre, en totalité ou en partie, le droit du gouvernement de tirer des fonds sur le compte du projet si l'un des motifs d'annulation énoncés dans les Conditions générales se produit, ou si le manuel d'exécution du projet, le règlement financier, le règlement administratif régissant les services, ou une de leurs dispositions, font l'objet d'une suspension d'application, d'une révocation, d'une dérogation ou d'une modification sans le consentement préalable du FIDA et que le Fonds a décidé que cette mesure (suspension, révocation, dérogation ou modification) a compromis ou risque de compromettre l'exécution du projet.

12. L'entrée en vigueur de l'accord de prêt sera subordonnée aux conditions suivantes:

- a) le Ministère de la production et du commerce a confirmé la création et la composition d'un comité directeur du projet ayant l'agrément du FIDA, conformément aux dispositions de l'accord de prêt;



ANNEXE

- b) le Ministère de la production et du commerce a créé l'UGP et a sélectionné et nommé un directeur de projet ayant l'agrément du FIDA, conformément aux dispositions de l'accord de prêt;
- c) le gouvernement a remis au FIDA un exemplaire signé de l'accord d'administration du prêt et d'exécution du projet, dont la forme et le fond ont l'agrément du FIDA, certifié authentique et complet par un fonctionnaire compétent du gouvernement, et les signatures du gouvernement et de la CIARA ainsi que l'exécution de leurs obligations à ce titre ont été dûment autorisées et ratifiées conformément à toutes les procédures institutionnelles, administratives et gouvernementales en vigueur;
- d) l'accord de prêt a été dûment signé, et la signature du gouvernement ainsi que l'exécution de ses obligations à ce titre ont été dûment autorisées et ratifiées conformément à toutes les procédures institutionnelles, administratives et gouvernementales en vigueur;
- e) le gouvernement a transmis au FIDA un avis favorable, dont la forme et le fond ont l'agrément du FIDA, délivré par le conseiller juridique désigné par le gouvernement et approuvé par le Fonds.

COUNTRY DATA

VENEZUELA

Land area (km² thousand) 1997 1/	882	GNP per capita (USD) 1998 2/	3 530
Total population (million) 1998 1/	23.2	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-98 2/	-0.1
Population density (people per km²) 1998 1/	26	Average annual rate of inflation, 1990-98 2/	49.2
Local currency	Bolivar (VEB)	Exchange rate: USD 1.00 =	VEB 660
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-98 1/	2.4	GDP (USD million) 1998 1/	95 023
Crude birth rate (per thousand people) 1998 1/	25	Average annual rate of growth of GDP 1/	
Crude death rate (per thousand people) 1998 1/	4	1980-90	1.1
Infant mortality rate (per thousand live births) 1998 1/	21	1990-98	2.2
Life expectancy at birth (years) 1998 1/	73	Sectoral distribution of GDP, 1998 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n.a.	% agriculture	5
Poor as % of total rural population 1/	n.a.	% industry	34
Total labour force (million) 1998 1/	9.3	% manufacturing	14.9
Female labour force as % of total, 1998 1/	34.1	% services	61
Education		Consumption, 1998 1/	
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1997 1/	91.3	General government consumption (as % of GDP)	7.5
Adult literacy rate (% of total population) 1997 3/	92	Private consumption (as % of GDP)	72.9
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	
Daily calorie supply per capita, 1996 3/	2 398	Balance of Payments (USD million)	
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-98 1/	14.9	Merchandise exports, 1998 1/	17 564
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-98 1/	5.1	Merchandise imports, 1998 1/	14 816
Health		Balance of merchandise trade	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-98 1/	7.5	2 748	
Physicians (per thousand people) 1990-98 1/	2.4	Current account balances (USD million)	
Percentage population without access to safe water 1990-97 3/	21	before official transfers, 1998 1/	-2 408
Percentage population without access to health services 1981-92 3/	n.a.	after official transfers, 1998 1/	-2 562
Percentage population without access to sanitation 1990-97 3/	42	Foreign direct investment, 1998 1/	
Agriculture and Food		4 435	
		Government Finance	
Food imports as percentage of total merchandise imports 1998 1/	12.2	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1997 1/	2.2
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	1 116	Total expenditure (% of GDP) 1997 1/	21
Food production index (1989-91=100) 1996-98 1/	114.4	Total external debt (USD million) 1998 1/	37 003
Land Use		Present value of debt (as % of GNP) 1998 1/	40.4
Arable land as % of land area, 1997 1/	3	Total debt service (% of exports of goods and services) 1998 1/	27.4
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	440	Nominal lending rate of banks, 1998 1/	
Forest area as % of total land area, 1995 1/	49.9	34.8	
Irrigated land as % of cropland, 1995-97 1/	5.7		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 2000

2/ World Bank, *Atlas*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1999

PREVIOUS IFAD LOANS TO VENEZUELA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Sucre Support Project for Small Producers	IFAD	CAF	O	28 Apr 88	22 Feb 89	31 Dec 98	L - I - 222 - VE	SDR	7 800 00	99.9%
Support Project for Small Producers in the Semi-Arid Zones of Falcon and Lara States	IFAD	CAF	O	04 Apr 91	25 May 93	30 Jun 02	L - I - 279 - VE	SDR	11 350 000	55.6%
Economic Development of Poor Rural Communities Project	IFAD	CAF	O	11 Sep 96	25 Jun 98	31 Dec 04	L - I - 427 - VE	SDR	8 250 00	15.3%



LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Gender-Specific Indicators ¹	Means of Verification	Assumptions and External Risks
<p>Development Objective</p> <p>Sustainable improvement of poor small farmers' social and economic conditions in the Barlovento region in northern Venezuela</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Increased monetary income (women, men) - Degree of capitalization of family farm enterprise or microenterprise - Increased food security within the family - Better nutritional status - Decrease in percentage of families below the poverty line - Fewer unmet basic needs 	<ul style="list-style-type: none"> - Mid-term, final and ex-post evaluations 	
<p>Project Objective</p> <p>Beneficiary poor families participating in the project manage productive and non-productive activities in an efficient and sustainable manner because of improved productive social and organizational capabilities.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - No. of beneficiaries with improved production and productivity for new cash crops and traditional, local permanent crops (men and women) - Improvement of rational use and conservation of local natural resources - Degree of diversification of the production system - No. of grass-roots organizations conducting profitable activities of production, transformation and marketing - No. of female household heads with increased income facilities - No. of organizations with higher volume and margins of directly commercialized products - Increased microenterprise profits - Percentage of beneficiaries in new economic pursuits (men and women) - Degree of productive investment (men and women) - Relationship between projects presented and approved for funding - Number and amount of financing activities by third partners - Degree of women's participation in positions of responsibility in beneficiary and municipal organizations, development councils, unions or associations - No. of organizations with directly contracted extension services - No. of organizations with a functional management - No. of men and women farmers with land titles 	<ul style="list-style-type: none"> - Mid-term, final and ex-post evaluations - Participatory rural appraisal - Process documentation by the Planning and Monitoring Unit - Specific studies - Specific, annual report in land titling indicating sex of beneficiaries completed with project support. 	<p>New political and institutional setting of the government rural development policy positively acknowledges the institutional and administrative setting of the project. The Government of Venezuela assures budget allocations for counterpart resources.</p>

¹ All indicators should be differentiated by gender. Some indicators are specified by women and men.



Narrative Summary	Gender-Specific Indicators	Means of Verification	Assumptions and External Risks
<p>Outputs</p> <p>1. The promotion of rural-development component has developed and strengthened entrepreneurial and organizational management skills and the capacity for participation in local rural-development actions and productive projects of beneficiaries.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - No. of groups trained in formulation, management and administration of projects - No. of beneficiaries assisted in building up economic and civil organizations (men and women) - No. of beneficiaries (men and women) trained in entrepreneurial and organizational management skills. - No. of leaders (men and women) trained in management of farmer organizations - No. of staff of rural-development agencies trained in rural-development promotion services - No. of staff of rural-development agencies trained in aspects of management - No. of development agents and beneficiaries trained in gender issues - Degree of capacity of beneficiary groups to participate in local rural-development actions - Availability to rural organizations of instruments, materials and mechanisms for the promotion of gender issues - No. of social and productive projects approved on the basis of participatory appraisals 	<ul style="list-style-type: none"> - Information systems of the Planning and Monitoring Unit - Database of promotion of rural development 	<p>1. Political interference by unsupportive leaders and local authorities can be contained by community initiatives (“bottom-up pressure”)</p> <p>2. Political change does not negatively impact the PMU</p> <p>3. Private support agencies identify themselves with project philosophy and development strategy</p>
<p>2. Innovative, efficient and participatory demand-driven extension and technical assistance services are providing environmentally sound techniques, market information and knowledge systems for the full agro-productive development chain and diversified non-agricultural income-generating activities.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - No. and quality of on-farm test/validation trials - Degree of availability and quality of information on technologies and management techniques for agricultural products and non-agricultural activities - No. of families familiarized with new technical agricultural innovations for the local farming system - No. of beneficiaries trained in productive, processing and marketing activities - No. of women with knowledge of high-nutritional-value crops - No. of beneficiaries (men and women) trained in aspects of nutrition - Degree of awareness of the messages disseminated by the extension and technical assistance service - No., type and quality of rural development services - Degree of integration of gender-related activities and socio-cultural issues into these services - No. of extension agents with specialized skills and knowledge in marketing - No. of farmer groups and leaders with specialized skills and knowledge in marketing - No. of organizations with x type of products involved in trade negotiations - No. of microenterprises created and functioning after a certain period - Availability of a market information system for agricultural and non-agricultural production 	<ul style="list-style-type: none"> - Information systems of the Planning and Monitoring Unit - Information and documentation by extension and support services 	



Narrative Summary	Gender-Specific Indicators	Means of Verification	Assumptions and External Risks
3. Local investment fund is functioning for production, marketing, microenterprise development and social investments.	<ul style="list-style-type: none"> - Volume of social investments by x groups with y members (men and women) - Volume and type of productive investments (repayable and non-repayable) - Proportion of investments foreseen for conservation measures - No. and type of activities for marketing and microenterprise - % of contribution of the beneficiaries to the fund - % of beneficiaries familiar with key aspects of access to the LIF and operational rules and regulations 	<ul style="list-style-type: none"> - Information systems of the Planning and Monitoring Unit - Data of the LIF 	
4. Small-scale self-governing financial organizations created by the beneficiaries are strengthened or consolidated.	<ul style="list-style-type: none"> - No. of small-scale self-governing financial organizations consolidated - No. of groups with skills in creating a local financial institution - No. of local financial organizations supported by credit for training - % repayment rate and % of written-off/bad loans - Rate of interest (active and passive) in relation to market rates - No. and kind of disbursements (men/women) - Credit-portfolio growth rate and performance 	<ul style="list-style-type: none"> - Information systems of the Planning and Monitoring Unit - Data of financial organizations 	
5. Management support system for the project led by the Ministry of Production and Commerce (MPC) is functioning and integrating beneficiaries, their organizations and private training and technical-support organizations.	<ul style="list-style-type: none"> - The forthcoming annual work plan agreed by consensus at the end of each year - Planning and implementation gap decreased 10% annually - Turn-over strategy accepted by all partners in PY 3 - No. of agreements signed with executing institutions - Those governmental institutions and NGOs involved in planning, implementation and evaluation of project activities complete 90% of the signed contracts - No. of staff trained in gender issues - Degree of gender-orientation of project services - Baseline study and evaluations successfully realized 	<ul style="list-style-type: none"> - Monitoring and evaluation formats - Agreements - Minutes of meetings - Documentation of the Planning and Monitoring Unit 	

Principal activities	Principal activities	Principal activities
<p>Output 1: Promotion of Rural Development</p> <p>1.1 Elaborate and provide techniques, modalities and methodological instruments for rural promotion activities and training</p> <p>1.2 Incorporate existing experience in rural promotion</p> <p>1.3 Train PMU and contracted-institutions staff in carrying out their activities related to organizational development</p> <p>1.4 Train beneficiaries in formulation and management of projects</p> <p>1.5 Promote the creation and consolidation of organizations based on common economic activities</p> <p>1.6 Organize and conduct leadership training courses</p> <p>1.7 Provide technical assistance in land-tenure problems and legalization issues</p> <p>1.8 Transfer negotiation and empowerment techniques and knowledge</p> <p>1.9 Support development of the capability of self-expression to aid active participation in the rural-development process of municipalities and other state organizations</p> <p>1.10 Provide training programmes for all involved parties to incorporate gender issues</p> <p>1.11 Provide training in gender and equity in local schools</p>	<p>Output 3: Local Investment Fund (LIF)</p> <p>3.1 Design, create and operate a social fund</p> <p>3.2 Design, create and operate a productive investment fund</p> <p>3.3 Design, create and operate a fund for marketing and microenterprise</p> <p>3.4 Establish the relationship between the investment fund and rural financial services</p> <p>3.5 Set up a participatory performance-monitoring system for LIF</p> <p>Output 4: Local Rural Financial Services</p> <p>4.1 Provide in-service training for financial agents</p> <p>4.2 Provide training and technical assistance to beneficiaries to create a local financial institution</p> <p>4.3 Provide financial assistance for training and equipment</p> <p>4.4 Operate the financial services</p> <p>4.5 Hold coordination meetings with PRODECOP and FONDAPFA</p>	<p>Output 5: Component Project Management</p> <p>5.1 Establish administrative-procedures agreements with MPC</p> <p>5.2 Select and contract public and private agencies to support communities and beneficiary groups in developing their own initiatives and carrying out needed services</p> <p>5.3 Prepare the annual work plan</p> <p>5.4 Implement an evaluation and monitoring system</p> <p>5.5 Implement an administrative and financial system for the different components of the project</p> <p>5.6 Establish coordination and cooperation mechanisms with public and private agencies</p> <p>5.7 Hold coordination meetings and establish procedures with the public and private agencies participating in the project</p> <p>5.8 Design and implement project coordination with municipal and state government organizations</p> <p>5.9 Build capacity in technical and methodological skills for all parties to the project</p> <p>5.10 Provide technical and methodological instruments to all parties to address gender issues</p> <p>5.11 Provide favourable conditions for the integration of women into project activities</p> <p>5.12 Extensively document and publish project development, at appropriate levels, through an interactive process documentation service</p>
<p>Output 2: Sustainable Development of Agro-Productive Chains and of Non-Agricultural Activities</p> <p>2.1 Strengthen extension agencies and other services</p> <p>2.2 Test and validate marketable products with beneficiary participation</p> <p>2.3 Provide systematic information on technologies for selected marketable agricultural products and non-agricultural activities</p> <p>2.4 Support second-tier organizations for production, processing and/or marketing initiatives</p> <p>2.5 Carry out a marketing study</p> <p>2.6 Provide technical assistance, through private agencies, for the improvement of the whole farm system and microenterprise development</p> <p>2.7 Train rural women in the production and use of high-nutritional-value crops</p> <p>2.8 Provide training in aspects of marketing for beneficiaries showing a vocation to focus on marketing and the related skills</p> <p>2.9 Provide technical assistance in marketing</p> <p>2.10 Train extension agent in marketing issues</p> <p>2.11 Provide technical assistance and training in technical and management aspects of microenterprise</p> <p>2.12 Set up and outsource a market information system</p>		





REPORT ON THE CONSTRUCTION OF A PARTICIPATIVE LOGICAL FRAME

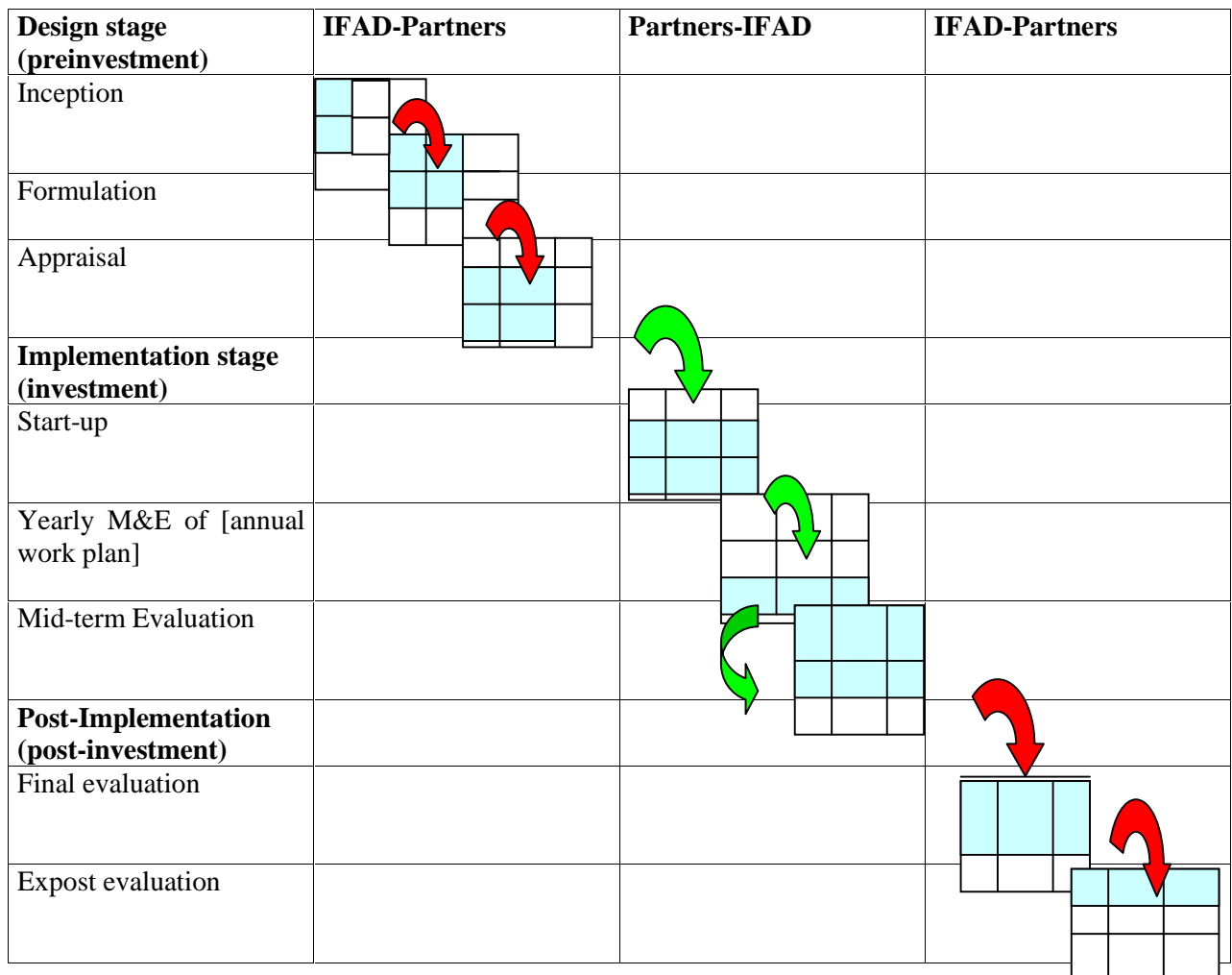
PARTICIPATIVE LOGFRAME PLANNING WITH BENEFICIARIES AND IMPLEMENTING AGENCIES: THE BARLOVENTO LEARNING EXPERIENCE: A SINGULAR EVENT OR STEPPING STONE TO INSTITUTIONALIZATION WITHIN IFAD? ¹

INTRODUCTION

1. A notable process of change in the planning and implementation of IFAD projects can be observed of [late] when referring to the participation of local implementing institutions and Civil Society beneficiaries. This change refers to the shift in approach to participation and joint construction of a new [*paradigm*] in relations: away from passive inclusion of recipient objects of projects (farmers [involved] in IFAD project[s], target groups) to proactive and equitable partners of negotiated change (IFAD participates in local initiatives with empowered self determining actors).
2. Participation in all - especially in the earliest - stages of project design and implementation is now commonly acknowledged as the most prominent factor for sustainable and successful project performance. It is within this context that the participative application of LogFrame merits due attention as one of the most important elements in project planning.
3. However, LogFrame is still widely considered in IFAD to be a mere single sheet format required to [be] fill[ed] in as yet another page in the bulky project planning documents. Often LogFrame is judged...as an annoying, time-consuming desk exercise to fulfil planning requirements in HQ. This has led to the formulation of objectives and goal hierarchies in LogFrames that numerous times do not correspond with the respective planning documents like Formulation and Appraisal Mission Reports or even strategic documents like President's Reports.
4. It is of utmost importance to point out that LogFrame should not be considered as a singular event in just any one particular planning stage, rather [it should] be looked upon as an iterative and sequential approach to the adjustment of project planning at different levels of objectives, results, and activities in different stages of project management as illustrated overleaf.
5. LogFrame: steps in the iterative and sequential approach of project planning and implementation

¹ Report produced by Mrs Barbara Massler, Senior Consultant in Organization Development and Project Management with AGEK Consultants, Kirchheim, Germany, May 2000. Mrs Massler participated in the Appraisal Mission to Barlovento, Venezuela.

APPENDIX IV



N.B. The shaded areas in the three different hierarchical levels of the LogFrame cubicle (objectives, outputs, main activities) represent areas of major interest.

6. During Inception (step 1) the TOR of the Formulation Mission should be defined by IFAD and the recipient country in a LogFrame format (major overall goals, risk analysis, alternatives, possible institutional scenarios).

7. The joint Formulation Mission using participatory appraisal techniques then produces a LogFrame (step 2) with an approximate structure (first draft and alternative options) of the goals, outputs, qualitative indicators and major assumptions (levels 1 and mainly 2 of shaded areas).

8. After IFAD clearance and structural (re)orientation by [the Technical Review Committee (TRC)], this comprehensive planning document is presented to the recipient Government and upon acceptance is then locally discussed, enriched and adjusted in a participative planning workshop during Appraisal (step 3). It is during this workshop that more operational issues are addressed by the local actors, the prospective management team and identified implementing agencies. They should especially treat the character of mutual commitments should the project proposal be approved by IFAD and the involved Government (levels 2, 3 and mainly 4 of shaded areas).



9. Once the Loan is approved and effective..., it is during the Start-up Workshop (step 4) that the initial or core management team, the local actors and accredited implementing agencies modify the Participatory Appraisal Logframe to account for the changes in the local and institutional setting that frequently occur during the transitional period between Appraisal and [effectiveness] of the Loan. Based upon these modifications in the Participatory Appraisal Logframe, the first year's LogFrame is defined operationally in the Annual Plan of Work (shaded area level 4).

THE BARLOVENTO (VENEZUELA) SHOWCASE

10. In order to be able to create valuable learning experiences for further institutionalisation within the LAC Division, its management has initiated an explicit and highly innovative sequence of participative project planning exercises. The newly identified "Agro-Productive-Chains Development Project in the Barlovento Region Venezuela" was chosen as a first stepping stone towards this goal.

11. A Consultants' Mission was then fielded for Formulation (early 2000) and a first comprehensive LogFrame containing the general strategy of the project and its components was constructed with local partners of the Ministry of Production and Commerce (step 2). During field trips to the Barlovento region the general needs of the beneficiary population could be corroborated but little direct involvement of the local actors was called for at this particular stage.

12. After receiving valuable comments from TRC, the Appraisal Mission then went back [in] mid-2000 and, in order to be able to address TRC and other pending issues, undertook a workshop called "Logical Framework, a participatory model of planning".

13. This participatory (re)planning workshop was planned and conducted by the mission on the 17th and 18th of May 2000 [so] as to enable the local actors and future implementing agencies to revise and improve the comprehensive LogFrame elaborated by the Formulation Mission.

14. Combined with the workshop a Participatory Rapid Analysis was undertaken by the Appraisal Mission. Due to the altogether new situation of a participatory planning process, serious time limitations, and logistical constraints it was impossible to feed the results of the PRA into the Workshop as would have corresponded to a logical sequence of events, however, the PRA corroborated the general conclusions and recommendations made by the participatory planning workshop .

15. The objectives of the workshop were defined as follows:

- The workshop participants have discussed and revised the Logical Framework established by the formulation mission, especially the objectives and outputs
- Major activities, including gender issues for the respective outputs have been elaborated and institutional responsibilities have been discussed.

16. Representatives of the Ministry of Production and Commerce, the National Investigation and Technical Assistance Fund, the National Institute of Vocational Training-INCE, the [Polar Foundation], the other major NGOs, farmers' co-operatives and (second tier) organisations, and individual producers were present during the two day workshop. A highly representative number of women participated under equal conditions and made full use of the opportunities to let their points of view be known.

17. The methodological approach of the workshop was characterised by a very concise and easily understandable introduction by the moderator to the logical sequence of goals, purposes and outputs



using day-to-day examples from the region, a strongly visualised presentation of the LogFrame, and explanatory short statements by members of the Mission.

18. Group discussions and plenary sessions allowed for a high degree of genuine participation where results were made known using visualisation techniques such as pinboards and coloured cards with statements to document the actors' contributions. The workshop was facilitated by the author-moderator to provide for a maximum of opportunities of participation for all participants.

19. The discussions resolved many open questions and pending issues both for the actors, the (prospective) implementing agencies as well as the Appraisal Mission.

20. The most salient features of the workshop are that implementing agencies and their client-actors got together under equitable terms at one and the same negotiation table prior to project implementation, clarified respective roles and responsibilities (and hence dampened expectations back to a more realistic level) and that a consensus was reached about the future implementation of the project.

21. This way important steps are made towards local commitment, a sense of ownership and the groundwork is laid to a promising extent for future social accountability issues.

22. In particular, the following results have been achieved:

- The participants have understood the Logical Framework as a major planning tool for all involved within the Project Development Cycle (PDC).
- The participants have shown a comprehensive understanding of the project components and their interrelationships ("synergy effects").
- The drafted outputs have been revised and adapted in the Logical Framework and are hence fully compatible with the Main Report of the Appraisal Mission.
- The participants have formulated the major activities corresponding to the respective outputs and their statements and opinions have been taken into account [in] the reformulation of the Logical Framework ("sense of ownership").
- The strengths, potentials, weaknesses and deficiencies of the major executing agencies have been discussed publicly and remedies have been proposed to overcome those weaknesses ("social accountability").

23. All actors, including the Ministry of Production and Commerce and National Investigation and Technical Assistance Fund, showed a high degree of participation during the workshop, demonstrated great interest and voiced their demands for future participative planning and monitoring ("social accountability") [so] as to be able to tailor the offer of development services facilitated by the project to their needs and potentials for their full use and benefit.

LESSONS LEARN[ED] OR SINGULAR EVENT?

24. It was the very first time that the participants of the Barlovento Region were involved in a rural development project planning process, let alone one of IFAD's planning processes. As expressed by the participants, their early involvement will contribute significantly to the local development of a binding sense of ownership, the best security for sustainable results and impacts.



APPENDIX IV

25. It is highly recommended that their expectations be fulfilled, which can be reached through continuing the sequence of participative planning and monitoring (LogFrame approach) reaching full maturity in all planning and replanning stages of the project right from the start to its very end.

26. It is also highly recommended that this sequence be utilised for complementing LogFrame planning with setting up a participative M&E system that should contain strong elements of social accountability.

27. A screening and qualifying procedure can be thought of that would enable the LAC Division to ensure that its consultants are familiar with LogFrame sequences and can apply the essential elements in Formulation, Appraisal and further steps.

28. The major findings of the workshop are documented in the corresponding appendices.

BENEFICIARY VIEWS OF THE PRESENT AND FUTURE OF THEIR COMMUNITIES

CUPIRA, COMUNIDAD DE PRODUCTORES DE YUCA – CASABE



Mujeres trabajando. Las condiciones actuales de la comunidad.

MANGO DE OCOITA, COMUNIDAD DE PRODUCTORES DE CACAO



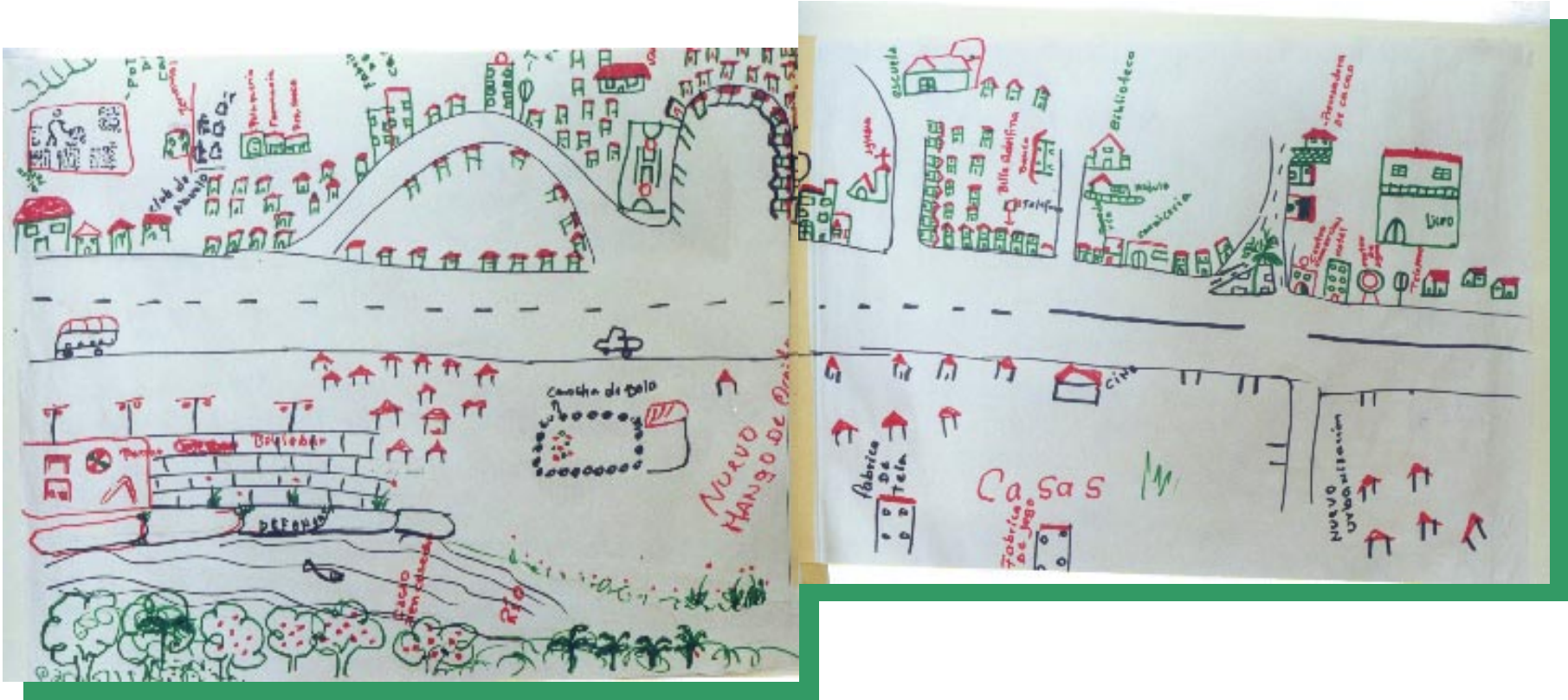
Condiciones actuales de la comunidad vista por los hombres

MANGO DE OCOITA, COMUNIDAD DE PRODUCTORES DE CACAO



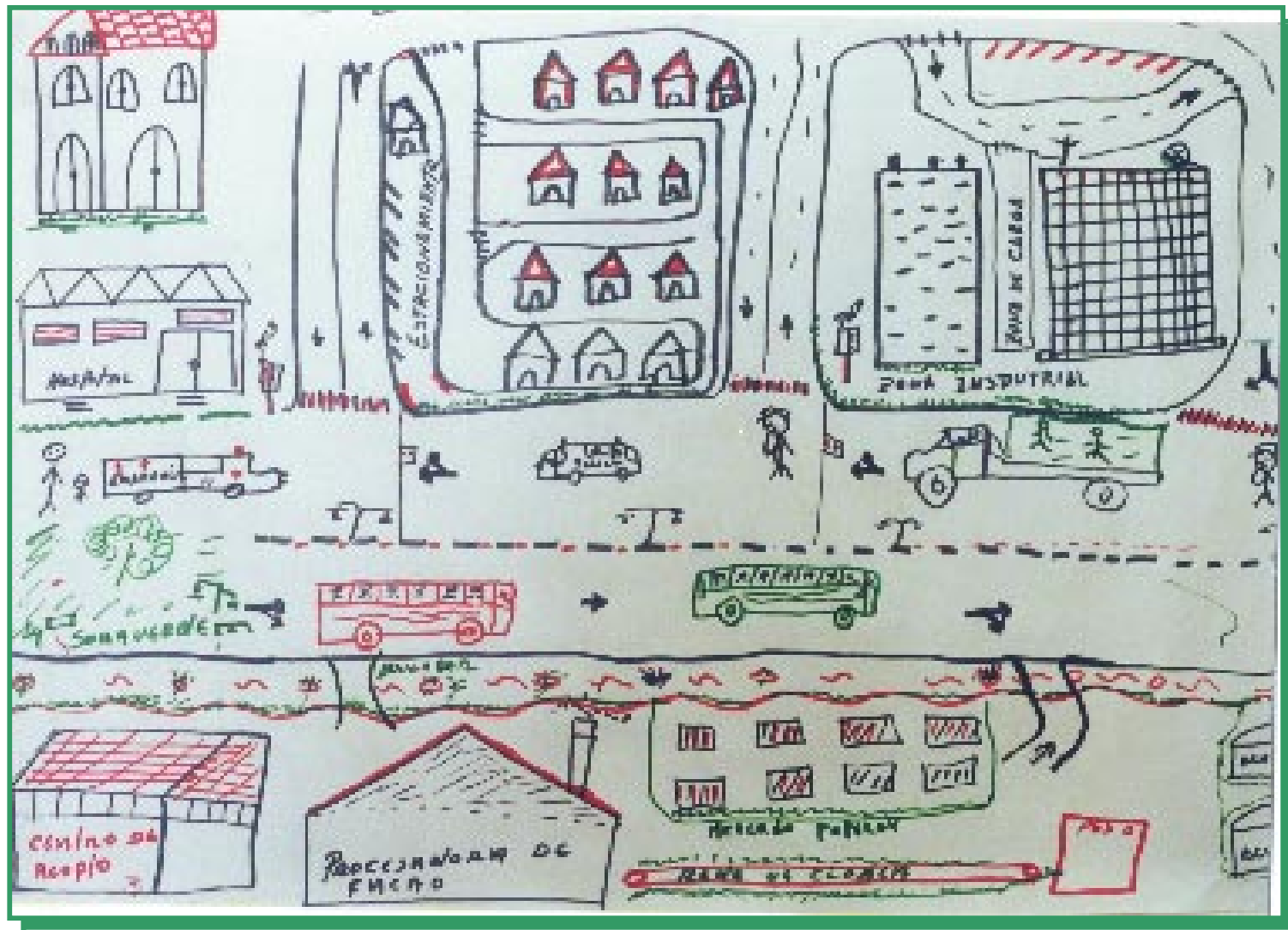
Condiciones actuales de la comunidad vista por las mujeres.

MANGO DE OCOITA, COMUNIDAD DE PRODUCTORES DE CACAO



15

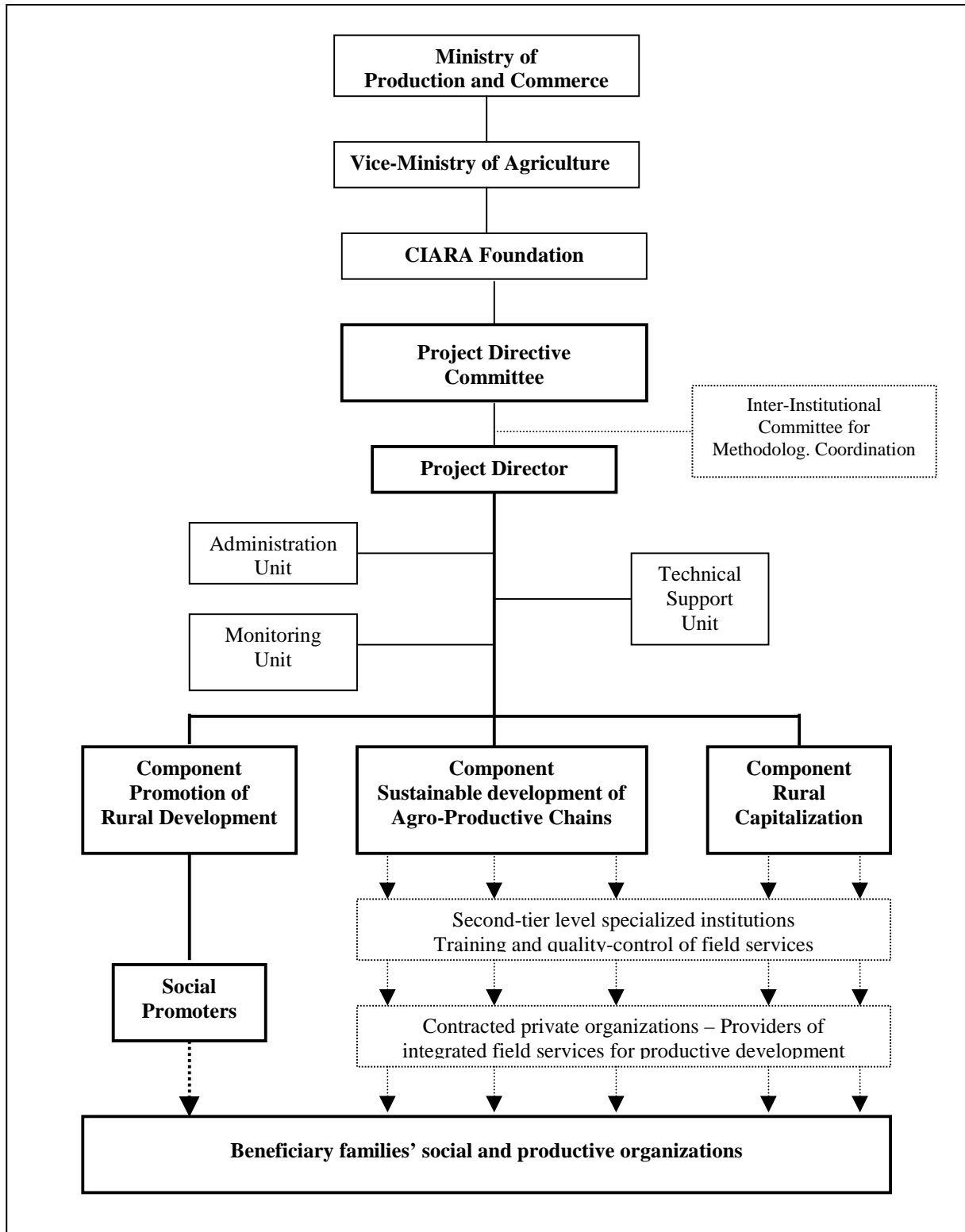
Futuro de la comunidad propuesto por las mujeres



Futuro de la comunidad propuesto por los hombres.



ORGANIZATION AND MANAGEMENT



**ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS**

		ERR* %	NPV** USD '000	Cost/Benefit
1. Full project		19	38 466	1.42
2. Benefit reductions of	10%	16	25 455	1.28
	20%	12	12 444	1.14
3. Cost increments of	10%	16	29 301	1.29
	20%	13	20 137	1.18
4. Project delays	1 year	18	32 853	1.40
	2 years	18	27 513	1.37
	3 years	17	22 465	1.33

* ERR = economic rate of return.

** NPV = net present value.